VOTE CATHOLIQUE :

FAUT-IL PREFERER MACRON A L'EGLISE ?

Réflexions pour aider au discernement des électeurs catholiques

VIA
LA VOIE DU PEUPLE

Vote catholique :

Faut-il préférer Macron à l'Eglise ?

Réflexions pour aider au discernement des électeurs catholiques

Sommaire

- Emmanuel Macron va à l'Eglise, p. 4
  Jean-Frédéric Poisson

- Emmanuel Macron ou le retour de l'Eglise sécularisée, p. 7
  Maddalen Chamard
    1. Un clerc prêche devant les clercs p. 8
    2. Un *business plan* pour une Eglise horizontale p. 11
    3. Un discours de théologien-philosophe p. 13

- Questions à Loïc Simonet, auteur de *Pourquoi les catholiques ne revoteront pas pour Macron* p. 18

Discours des Bernardins, 9 avril 2018. Emmanuel Macron

https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/04/09/discours-du-president-de-la-republique-emmanuel-macron-a-la-conference-des-eveques-de-france-au-college-des-bernardins

Emmanuel Macron va à l'Eglise…

par ***Jean-Frédéric Poisson***

Malgré « tout » (c'est-à-dire le bilan politique et humain de son quinquennat) Emmanuel Macron a réussi à convaincre encore près de 30 % des catholiques pratiquants au premier tour de l'élection présidentielle. Cette proportion n'a pas changé dans le courant du quinquennat : aux élections européennes de 2019, 27 % des mêmes catholiques pratiquants avaient soutenu la liste conduite par Madame Loiseau, malgré l'affaire Benalla, les Gilets Jaunes, et les premiers temps du débat public sur la PMA sans père.

On finit par se demander ce qui peut bien convaincre ces croyants de soutenir un candidat, puis un président de la République, puis à nouveau un candidat dont les projets et les décisions sont si peu compatibles avec la conception de l'Homme et de la cité à laquelle l'Eglise et les chrétiens sont attachés.

« *Oui, mais il est allé aux Bernardins* ». Ah ! Voilà donc la racine de cette sympathie : le discours d'Emmanuel Macron devant le clergé français, dans un des hauts lieux de la culture chrétienne catholique et de ses débats. « Il a parlé à l'Eglise catholique, et il lui a manifesté une grande considération et une grande sympathie. Personne ne l'avait fait avant lui. Alors… ».

Reste à savoir, au-delà de cette insigne marque de considération, ce qu'a bien pu dire Emmanuel Macron dans ce discours : c'est l'objet de cette publication qu'au lendemain de Pâques et quelques jours avant le second tour décisif de l'élection présidentielle de 2022, nous mettons à la disposition de tous ceux qui sont intéressés quelques éléments d'information et de discernement.

Revenons donc au discours des Bernardins. Le 9 avril 2018, Emmanuel Macron, un peu plus d'une année après son élection, se présente à une grande soirée inédite, organisée par la Conférence des Évêques de France (CEF) au milieu de quatre cents autres invités. Le thème de cette soirée, abordé sous différents aspects : la fragilité. Le Président prend la parole, en

réponse au discours de l'archevêque de Marseille, Monseigneur Georges Pontier, qui, se faisant porte-voix de l'Eglise de France, énumère un certain nombre de ses préoccupations. Le chef de l'Etat présente sa démarche comme étant aussi inédite qu'à contre-courant et expose ainsi les raisons de sa venue : « *Ce dialogue est indispensable, et si je devais résumer mon point de vue, je dirais qu'une Eglise prétendant se désintéresser des questions temporelles n'irait pas au bout de sa vocation ; et qu'un président de la République prétendant se désintéresser de l'Eglise et des catholiques manquerait à son devoir* ». Ensuite, il évoque les liens abîmés entre l'Eglise et l'Etat, et sa vision pour l'avenir de ce lien. La solution proposée par le Président pour rebâtir ce qui a été détruit : que l'Eglise fasse trois dons à la nation française ; le don de sa sagesse, de son engagement, et de sa liberté. L'Eglise n'est pas tenue responsable de la détérioration des liens entre ces deux institutions, néanmoins elle doit participer à la reconstruction en se mettant au service de la nation. Il terminera son envolée sur une note presque paternelle : « *C'est peut-être assigner là à l'Eglise de France une responsabilité exorbitante, mais elle est à la mesure de notre histoire, et notre rencontre ce soir atteste, je crois, que vous y êtes prêts. Monseigneur, Mesdames et Messieurs, sachez en tout cas que j'y suis prêt aussi. Je vous remercie ».*

S'en suivra un tonnerre d'applaudissements et une *standing ovation* de tous ceux qui étaient attendus ce soir-là : les quatorze archevêques de l'Eglise de France, de nombreux responsables de la CEF, des responsables d'associations catholiques ainsi que les grands engagés en bioéthique, sans compter les dirigeants et personnalités du monde de l'entreprise, et quelques têtes d'affiches intellectuelles comme Rémi Brague, ou culturelles comme le chanteur Grégory Turpin et le groupe de musique Glorious. L'audience catholique présente aux Bernardins, ainsi que la grande majorité des fidèles de France pensent que le Président a enfin reconnu l'existence et la pertinence de l'Eglise actuelle, et entendu la supplication des croyants. Parallèlement, le discours engendre un véritable débat médiatique, entre une gauche qui craint pour le principe de laïcité (« *On attendait un discours sur la laïcité, on l'a eu. Et force est de constater qu'il ne se situe pas dans la tradition républicaine de la loi de 1905 »,* Benoît Hamon), une droite qui appelle à une forme de prudence face à une tentative d'enrôlement de l'Eglise par l'Etat, et une extrême droite qui crie au communautarisme (« *Il organise une concurrence d'attention aux différentes communautés*. *C'est un discours*

pernicieux. Il ne s'adresse aux gens qu'en fonction de la communauté à laquelle ils appartiennent. Ça correspond bien à son modèle de société ultra-libérale », Sébastien Chenu, porte-parole du Front National*).* Toutefois, la frange conservatrice est heureuse, car ce discours représente pour elle le signe d'un véritable changement, après des années de mépris. Seulement, au-delà des positionnements extrêmes et parfois bien stériles, entre scepticisme caricatural et louanges sans modération, il apparaît nécessaire, non seulement au vu de la manière dont ce discours a été reçu, mais aussi quant au fond du propos énoncé en ce début de quinquennat, de se pencher sérieusement sur cette intervention présidentielle.

Emmanuel Macron ou le retour de l'Eglise sécularisée

par ***Maddalen Chamard***

Sans être dupe ni critique simplement par principe, dans quel contexte politique ce discours intervient-il ? Quels sont les objectifs d'Emmanuel Macron en venant au Collège des Bernardins ce soir du 9 avril 2018 ?

D'abord, il a conscience que fondamentalement, au vu des désaccords profonds entre le message de LREM et celui de l'Eglise, le vote catholique ne devrait pas lui être favorable. En 2017, il obtient 24 % au premier tour de l'élection présidentielle, et la suite, nous la connaissons, s'explique essentiellement par l'historique barrage au Front National. Or, en 2017, la Conférence des Evêques de France ne s'était pas prononcée officiellement au soir du premier tour de l'élection présidentielle, malgré les critiques et les indications de vote données par certains clercs à titre personnel. De surcroît, le nouveau président de la République était alors parfaitement conscient des échecs de la politique de François Hollande, sous la présidence duquel le lien entre l'Eglise et l'Etat s'est en effet considérablement abîmé, « e*t c'est bien parce que je ne suis pas indifférent, que je perçois combien le chemin que l'Etat et l'Eglise partagent depuis si longtemps, est aujourd'hui semé de malentendus et de défiance réciproques* ». Le mandat qui précède est marqué par le soulèvement national sur la question du mariage pour tous et la reconstitution des catholiques en force politique. Or, nous sommes en 2018, année du lancement par Emmanuel Macron des débats sur le projet de loi bioéthique. Sa venue aux Bernardins dans ce contexte manifeste donc une première chose : il ne souhaite pas vivre ce que son prédécesseur a vécu. Il vient donc tuer dans l'œuf, ou au moins contenir, la potentielle contestation catholique, en cloisonnant leur champ d'action et en énumérant précisément leurs missions propres, même si cela ne devrait pas revenir au président de la République, pour ne pas *qu'ils débordent.*

Ensuite, il paraît insuffisant pour le Président de simplement « contenir » les catholiques. Il ambitionne de faire adouber son parti En Marche par le vote catholique, en manifestant sa bienveillance, et pourquoi pas sa tendresse pour l'Eglise. Conscient que cette communauté se sent incomprise, à contre-courant, méprisée et insignifiante dans le paysage national, Emmanuel Macron en vient presque à conférer une existence et une légitimité à l'Eglise, par sa seule et unique présence. Finalement, peu importe son propos : il est là. Il s'adresse à ceux qui se sentent délaissés. Par chance, la presse s'empare de la situation et l'accuse de porter atteinte à la sacro-sainte laïcité. Voilà de quoi arguer d'une véritable connivence et complicité avec les catholique : par sa seule présence, le Président veut insinuer qu'ensemble ils « *bravent les sceptiques* ». L'Eglise et Emmanuel Macron ne partagent-ils pas dès lors le même combat ? Or, là où le premier objectif de son discours relevait de la classique stratégie politique, ce second relève davantage de la manipulation. L'Eglise n'a ni à se sentir exister, ni forte à nouveau, ni même valide parce que le Président daigne s'adresser à elle. Elle n'a pas à recevoir sa légitimité d'un chef d'Etat. Mais cette « pirouette » fonctionne à merveille. La manière dont le discours a été reçu par l'auditoire est certainement le signe tangible d'un défaitisme catholique sur lequel il est facile pour le Président de jouer tout au long de son discours. Il n'en est pas le responsable, mais il en fera son allié pour imposer sa vision.

1 - Un clerc prêche devant les clercs

La presse le remarque, le paysage politique s'en étonne. L'audience en sourit, plus attendrie qu'agacée. Le Président de la République endosse le rôle du curé officiant sa messe dominicale tout au long de son discours. Ce positionnement déséquilibré traduit d'abord une méconnaissance, voire la négation des particularités de l'Eglise.

Cette posture met en lumière le fait qu'il comprend le « métier » de clerc à partir du sien : l'un et l'autre, selon lui, doivent arbitrer des conflits de valeurs, des confrontations douloureuses aux situations particulières. Le Président et l'évêque sont les mêmes car « *le politique et l'Eglise partagent cette mission de mettre les mains dans la glaise du réel, de se confronter tous les jours à ce que le temporel a, si j'ose dire, de plus temporel »*. Cette réalité est d'ailleurs interchangeable : sont mis sur le même plan le clerc et le ministre, le consultant, ou l'employé.

Personne ne peut remettre en cause le fait que, parmi d'autres missions, l'Eglise accompagne les fidèles dans leurs joies et leurs épreuves, qu'elle est ce roc intangible auquel chacun peut et doit se rattacher, parce qu'elle est guidée par le transcendant et non l'immanent. Mais le ministre de la transcendance républicaine s'adresse à ce moment aux ministres de la transcendance de Dieu, comme si la République et Dieu étaient équivalents, susceptibles de motiver le même type de service, et à la fin du compte nourrir les âmes avec la même richesse, et proposer finalement deux voies également possibles de Salut.

D'ailleurs, cette confusion entre le métier de clerc et le métier politique se retrouve aussi dans la confusion entretenue entre le croyant et le citoyen, comme une conséquence. Le catholique est aussi un citoyen, même si l'Etat souhaite rétablir, notamment par ce discours, que c'est en fait le citoyen français qui se trouve parfois être croyant, mais dans une sphère privée et invisible. Cela suffit-il à traiter ces deux Etats de manière équivalente ? Tandis que la nation maintient le citoyen dans une société, Dieu maintient le croyant dans l'existence. Et pourtant Emmanuel Macron affirme, après avoir repris l'exemple du Colonel Beltrame : « l*orsque vient l'heure de la plus grande intensité, lorsque l'épreuve commande de rassembler toutes les ressources qu'on a en soi au service de la France, la part du citoyen et la part du catholique brûlent, chez le croyant véritable, d'une même flamme »*. Ici, le président de la République pose les principes de sa démonstration : le citoyen doit être à la nation ce que le croyant est à l'Eglise. Placer ces réalités sur le même plan ne revient-il pas à s'ancrer dans le plus pur relativisme, qu'il n'hésitera pourtant pas à dénoncer plus loin dans son discours ?

Au nom de cette équivalence, il sermonne en montrant une réelle maîtrise des codes catholiques. On retrouve un champ lexical biblique, avec de nombreuses allusions à l'Evangile, empruntées aux grands principes religieux. Emmanuel Macron nous parle de « vocation », de « mission », de « Salut » à répétition, et exhorte l'Eglise à faire à la nation trois grands « dons », dans lesquels on reconnaîtra la référence aux dons de l'Esprit Saint, propres à la religion catholique. Et comment ne pas reconnaître la référence à l'évangile de Saint Matthieu («*Vous êtes le sel de la terre*», 5,13) explicite dans cette phrase : « *pour vous demander solennellement de ne pas vous sentir aux marches de la République, mais de retrouver le* ***goût*** *et le* ***sel*** *du rôle que vous y avez toujours joué* » ? Ou encore lorsqu'il flatte l'égo catholique

avec des airs de parabole : « *Et surtout, ce ne sont pas les racines qui nous importent, car elles peuvent aussi bien être mortes. Ce qui importe, c'est la* ***sève****. Et je suis convaincu que la sève catholique doit contribuer encore et toujours à faire vivre notre nation ».* Il va même jusqu'à rappeler aux fidèles d'être attentifs et vigilants aux enseignements de la Bible, lorsqu'il conclut : « *Certes, les institutions politiques n'ont pas les promesses de l'éternité ; mais l'Eglise elle-même ne peut risquer avant le temps de faucher à la fois le bon grain et l'ivraie* ». Les fidèles sont rappelés à l'ordre, en quelque sorte, d'une manière qui vient briser la différence entre le spirituel et le temporel, et en fait désacraliser l'Eglise en désacralisant ses enseignements. Il évoque les grandes notions héritées de la philosophie catholique comme la « nature humaine », « la personne », « la dignité » ou encore « la vertu ». Enfin, on retrouve dans le discours tout le champ lexical de la fragilité, qui vient toucher profondément le catholique.

Pour légitimer ces emprunts maladroits et cette posture déplacée, Emmanuel Macron se range du côté de son auditoire, partageant avec lui un attachement personnel à sa foi et à sa religion. Par une confidence, il scelle la complicité et obtient la bienveillance de son public, lorsqu'il livre : « *Pour des raisons à la fois biographiques, personnelles et intellectuelles, je me fais une plus haute idée des catholiques.* » Cette phrase, si touchante et réconfortante soit-elle, n'est pas un argument politique, ni même une promesse de respect des principes, des dogmes et des rites d'une religion. Mais qu'il ne connaît pas et dont il ne partage pas les principes pour autant.

On entend communément par sermon un discours prononcé lors d'une cérémonie religieuse dont le message est d'ordre éthique ou théologique, fondé sur les Ecritures, tout en expliquant les applications pratiques que les fidèles peuvent mettre en œuvre. On retrouve dans le discours tous les éléments de cette définition : un propos d'ordre tantôt éthique en évoquant la position à adopter sur les questions bioéthiques ou migratoires, tantôt théologique en traitant de la place à donner au Salut dans notre société, et de la mission de l'Eglise dans cette dernière. Il fonde, comme nous l'avons vu précédemment, son propos sur des références bibliques, et évoque des auteurs de confession chrétienne. Enfin, le président de la République explique clairement aux catholiques les implications pratiques qu'ils peuvent adopter : *« c'est une Eglise dont je n'attends pas des leçons mais plutôt cette sagesse*

d'humilité (…) Je suis venu vous appeler à faire davantage encore car ce n'est pas un mystère, l'énergie consacrée à cet engagement associatif a été aussi largement soustrait à l'engagement politique ». Et encore : « *ce que j'attends que l'Eglise nous offre, c'est aussi la liberté de parole (...) et dans cette liberté de parole, je range la volonté de l'Eglise d'initier, d'entretenir et de renforcer le libre dialogue avec l'islam ».* Il exhorte ainsi les catholiques à évoluer, à changer, à s'engager, à progresser, comme le ferait un guide spirituel, non pas en vue de la sainteté, mais pour la nation et l'équilibre sociétal. Si ce n'est pas une décapitation, ça y ressemble…

2 - Un *business plan* pour une Eglise horizontale

On retrouve dans ce discours tous les codes du *manager*, qui confère une mission précise à ses équipes, un grade, une position à ses chefs de projet ou ses sous-traitants, en parlant d'ailleurs davantage aux « évêques-manageurs » qu'aux « croyants-équipiers »… Le chef d'Etat se positionne ici en chef d'entreprise désireux de coacher ses responsables hiérarchiques, et confondant ainsi l'Eglise et sa hiérarchie. Cela n'est jamais qu'une expression supplémentaire du cléricalisme…

La nation, selon le Président, attend de l'Eglise qu'elle lui donne trois dons ; le don de sa sagesse, le don de son engagement, et le don de sa liberté. L'Eglise est ainsi réduite à une activité professionnelle « horizontale », variant en fonction du don qu'elle offre à la société française. Ainsi, lorsque l'Eglise donne sa sagesse, elle est considérée comme une sorte de cabinet de conseil, et ses représentants comme des consultants. Idem lorsqu'elle fait le don de sa liberté, car elle doit être celle qui dit et prévient sans imposer, comme une version 2.0 du Conseil Consultatif National d'Ethique (CCNE). Mais doit-elle alors accepter de ne plus que conseiller, sans jamais édicter ou diriger ? Nous y reviendrons. Lorsque l'Eglise donne enfin son engagement, elle est sollicitée comme le serait une ONG, chargée des miséreux et des nécessiteux sociaux que l'Etat ne peut traiter directement.

« C'est pour cela que le premier don que je vous demande est celui de l'humilité du questionnement, le don de cette sagesse qui trouve son enracinement dans la question de l'Homme et donc dans les questions que l'Homme se pose ». De prime abord, il est plutôt bon

que l'Etat demande à l'Eglise de lui transmettre sa sagesse, et il apparaît normal que les évêques et les fidèles se réjouissent de cette sollicitude. Toutefois, ce don de sagesse ne rime pas avec enseignement et éclairage de l'Eglise, à la lumière des siècles de philosophie et de théologie, et de dévouement qui l'ont construite et instruite. Avant de demander ce don de sagesse, Emmanuel Macron a bien précisé au détour d'une envolée lyrique : « *Mais cette voix de l'Eglise, nous savons au fond, vous et moi, qu'elle ne peut être injonctive. Parce qu'elle est faite de l'humilité de ceux qui pétrissent le temporel. Elle ne peut dès lors être que questionnante ».* Interroger sans affirmer, questionner sans répondre, voilà ce que l'on demande à l'Eglise. En quelque sorte, on lui demande de nier une partie de ce qu'elle est pour retrouver sa place dans une société postmoderne, pour endosser le rôle de cabinet de conseil, qui par définition est cette entreprise qui emploie des consultants, qui vend un avis ou des recommandations sur ce qui convient de faire dans une organisation pour en améliorer un aspect. Tout y est sauf l'aspect financier bien sûr. Mais puisqu'il s'agit uniquement d'interroger, alors interrogeons : l'Eglise doit-elle recevoir sa mission d'un chef d'Etat ? Doit-elle nier sa nature d'enseignante et de guide pour convenir davantage aux codes de la société dans laquelle elle évolue ? Le Président sous-entend que ce qu'il dit est une évidence connue de tous, au point qu'il est presque inutile de le rappeler. Malgré la rhétorique habile qui rendrait presque impolie toute remise en question, l'Eglise peut-elle accepter d'être bénévole pour l'Etat, afin que ce dernier exige d'elle un avis ou un rapport sur les questions sociétales qui viendront ? Ne doit-elle qu'interroger sur des sujets aussi graves que la bioéthique, la dignité de la personne, la mutation de la famille ? Emmanuel Macron demande ici à l'Eglise de renoncer à toute transcendance, à toute dimension mystique, à toute forme de conviction partagée sur le Salut de l'âme humaine. Elle n'est plus la gardienne de la nature humaine et de son inhérente dignité. Elle est presque devenue une agence de l'Etat.

On retrouve ce statut professionnel de cabinet de conseil dans le troisième don demandé à l'Eglise, le don de sa liberté, qui prend trois formes différentes : la liberté d'être intempestive, la liberté de parole, et la liberté spirituelle. Quant au don de la première forme de liberté, l'Eglise doit l'accepter car, le Président le lui dit, *« il nous faudra vivre cahin-caha avec votre côté intempestif et la nécessité que j'aurai d'être dans le temps du pays. Et c'est ce déséquilibre constant que nous ferons ensemble cheminer ».* L'avis des catholiques sera donc consultatif,

comme celui d'une société de conseil, ou du Comité d'éthique. La liberté de parole, quant à elle, doit être réservée au dialogue inter-religieux : le Président sous-traite ainsi à l'Eglise de France la question de l'islam notamment. Enfin, la liberté spirituelle s'entend comme la capacité qu'aurait l'Eglise de se présenter comme une option parmi d'autres : « *Nos contemporains ont besoin, qu'ils croient ou ne croient pas, d'entendre parler d'autres perspectives sur l'Homme que la perspective matérielle ».* Attention, cette liberté est conditionnée : « *Il ne s'agit pas de conversion, mais d'une voix qui, avec d'autres, ose parler de l'Homme comme vivant doté d'esprit* » : une nouvelle définition de l'Homme, imposée et actée. Dès lors, l'Eglise, en bonne employée, doit renoncer à sa mission évangélisatrice, à ses convictions, à la Vérité, de même qu'un chargé de mission doit apprendre à ne pas faire de vagues avec ses convictions personnelles au sein de son entreprise, où tout se vaut.

Pour compléter son *business plan*, le président de la République demande à l'Eglise de faire le don de son engagement. C'est certainement le moment où son appel est le plus pertinent. Toutefois, cet engagement ne vient pas, lui non plus, sans condition : « *c'est que tout peut être changé si on décide de s'engager, de faire et par son action de changer son regard* ». L'Eglise doit donc s'engager, mais pour mieux changer de regard sur la société. Ce n'est plus son regard sur l'Homme qui guidera son action, mais son action sociale qui définira l'Homme d'aujourd'hui, auquel elle se soumettra.

Ainsi, en se positionnant comme *manager de la start-up nation*, Emmanuel Macron confère à l'Eglise un statut d'ONG, ou de cabinet de conseil pour l'Etat, incarnant ainsi une vision dénaturée de cette dernière ; une vision humaine, horizontale, post moderne et davantage protestante que catholique. Il s'appuie clairement ici sur le défaitisme des fidèles, qui attendaient, à tort, une reconnaissance pour se sentir à nouveau légitimes. Car en réalité, cette reconnaissance doit passer, selon Emmanuel Macron, par un changement de nature. L'Eglise peut-elle l'accepter et applaudir à cette demande ?

3 - Un discours de théologien-philosophe

Le président de la République appuie son sermon sur des références bibliques certes, ainsi que sur des références à la littérature ou la philosophie dite « chrétienne », ou du moins

sympathisante. Son discours foisonne d'évocations, qui sont, elles aussi, le fruit d'un parti pris intellectuel, culturel et philosophique, et qui traduisent une certaine vision de l'Eglise. Le Président, en étalant d'une certaine manière cette culture sélective, prend une énième posture, celle de l'érudit, du sage, de l'intellectuel frôlant le théologien, guidant son auditoire et tentant de sourcer son propos par le biais d'une énumération calculée.

Tout d'abord, le ton des références et des évocations qui rythment le discours est donné dès les premières phrases, lorsqu'il affirme qu'il « *n'est pas besoin de remonter aux bâtisseurs de cathédrales et à Jeanne d'Arc : l'histoire récente nous offre mille exemples, depuis l'Union Sacrée de 1914 jusqu'aux résistants de 40, des Justes aux refondateurs de la République, des Pères de l'Europe aux inventeurs du syndicalisme moderne, de la gravité éminemment digne qui suivit l'assassinat du Père Hamel à la mort du colonel Beltrame. Oui, la France a été fortifiée par l'engagement des catholiques* ». Ainsi, l'histoire pertinente du lien entre les catholiques et l'Etat commence au XXème siècle : avant cela rien de bien intéressant. Et ce sont pourtant tous ces siècles, sur lesquels le Président choisit consciemment de faire l'impasse, qui ont forgé la foi de l'Eglise, sa grandeur et sa solidité, ses dogmes et ses convictions. Ainsi, le choix de la période historique dont seront extraites toutes les références du chef de l'Etat marque une fois de plus une volonté de réduire l'Eglise à son image républico-compatible, en faisant presque fi de tout le reste de son histoire… et de Son fondateur.

Ce mémoricide est appuyé plus tard encore par une fausse complicité manipulatrice : « *Je sais que l'on a débattu comme du sexe des anges, des racines chrétiennes de l'Europe. Et que cette dénomination a été écartée par les parlementaires européens. Mais après tout, l'évidence historique se passe parfois de tels symboles. Et surtout, ce ne sont pas les racines qui nous importent, car elles peuvent aussi bien être mortes. Ce qui importe, c'est la sève. Et je suis convaincu que la sève catholique doit contribuer encore et toujours à faire vivre notre nation* ». Qu'entend Emmanuel Macron par-là ?

Premièrement, que l'évidence historique (que vous et moi connaissons, chers évêques, comme il le sous-entend) se passe d'une reconnaissance officielle. Pourtant, les racines chrétiennes de la France ne sont pas un symbole au même titre que le drapeau tricolore par exemple, mais une vérité historique et civilisationnelle qui, si elle n'est pas affirmée, est

oubliée et remplacée par un nouveau grand récit, qui sera par conséquent erroné. De plus, le chef de l'Etat sous-entend que les racines chrétiennes sont secondaires dans la mesure où elles peuvent être mortes : mais ce propos a-t-il un sens, dans la mesure où les racines mortes ne peuvent permettre à la sève de se propager… Ainsi, Emmanuel Macron confirme-t-il, par sa volonté de nier les siècles d'histoire qui ne serviraient pas suffisamment, voire qui desserviraient, son objectif. L'évocation de la question du « sexe des anges » est également ciblée : question sans réponse et presque naïve. C'est dans cette lignée, et pour achever de relativiser, qu'il ne choisit quasiment que des exemples d'écrivains, de figures historiques ou de penseurs chrétiens issus du XXème siècle, ou de la fin du XIXème.

Quant aux exemples de personnalités chrétiennes contemporaines, il n'y a pas grand-chose à redire sur l'évocation du colonel Beltrame ou du Père Hamel. Peut- être qu'il s'agit néanmoins de rappeler que le Père Hamel ne meurt en aucun cas parce qu'il fait partie des catholiques qui ont voulu « *servir et grandir la France* », mais uniquement au nom de sa foi. On voit là encore la tentative du Président de gommer toute différence entre croyant et citoyen, considérant le martyre chrétien comme, au moins en partie, un mort pour la République.

Par ailleurs, ses références sont tout à la fois suffisamment larges, pour faire plaisir et pour flatter la culture ou la sensibilité de tous les catholiques et des nombreuses familles spirituelles qui les composent, et suffisamment floues pour que le Président ne prenne aucun risque de froisser tel ou tel. Ce *name-dropping* ne dit rien concrètement des « *grandes figures que sont le Général de Gaulle, Georges Bidault, Robert Schuman, Jacques Delors ou encore les grandes consciences françaises qui ont éclairé l'action politique comme Clavel, Mauriac, Lubac ou Marrou* ». Or, nous savons que Mauriac, Clavel ou Marrou sont plutôt des catholiques dits « de gauche » et que Lubac est réputé pour son modernisme et son progressisme, sans compter qu'il semble finalement être plus un proche de la conception protestante de la religion qu'un défenseur du dogme et des fondements de la foi catholique. Emmanuel Macron évoque, plus tard dans son discours, Emmanuel Mounier qui certes fut un grand défenseur de la philosophie de « la dignité humaine », mais toujours dans le sens des droits de l'homme, donc (en apparence au moins) compatible avec la doctrine macronnienne. On a bien-sûr une phrase consacrée à Paul Ricoeur, philosophe protestant, qui s'est beaucoup intéressé à l'étude biblique et au dialogue inter-religieux, et dont Emmanuel Macron fut un temps l'assistant.

Sans tous les citer, nous voyons que les références du chef de l'Etat ne font pas de vagues, et manifestent l'Eglise à laquelle il s'adresse : il veut une Eglise compatible avec la modernité, adaptable et neutre. Il fait donc là encore fi de deux mille ans d'histoire, fi de toute la construction dogmatique et philosophique de la religion catholique.

Cette sélection méticuleuse va totalement dans le sens du don de la sagesse évoqué précédemment, qui se définit comme un partage des fragilités et des hésitations, en l'occurrence de l'Eglise et de l'Etat, et certainement pas une connaissance certaine des premiers principes, de l'intangible, de la dogmatique, de ce qui demeure. Cette volonté destructrice est noyée dans une forme de poésie populaire qui permet de faire diversion, et de brouiller le fond philosophique ainsi que l'intention politique réelle, sous des phrases alambiquées, vides de sens comme : *« Notre exigence est justement dans une tension éthique permanente de tenir ces principes, celui d'un humanisme qui est le nôtre et de ne rien renoncer en particulier pour protéger les réfugiés. C'est notre devoir moral et c'est inscrit dans notre Constitution ; nous engager clairement pour que l'ordre républicain soit maintenu et que cette protection des plus faibles ne signifie pas pour autant l'anomie et l'absence de discernement car il y a aussi des règles qu'il faudra faire valoir et pour que des places soient trouvées, comme c'était dit tout à l'heure, dans les centres d'hébergement, ou dans les situations les plus difficiles. Il faut aussi accepter que, prenant notre part de cette misère, nous ne pouvons pas la prendre tout entière sans distinction des situations et il nous faut aussi tenir la cohésion nationale du pays où parfois d'aucuns ne parlent plus de cette générosité que nous évoquons ce soir mais ne veulent voir que la part effrayante de l'autre, et nourrissent ce geste pour porter plus loin leur projet* ».

Notons pour finir que l'enthousiasme avec lequel les propos d'Emmanuel Macron ont été reçus s'explique de plusieurs manières. Premièrement, la mise en place d'une complicité entre le Président et les croyants ambitionne de faire croire en un lien restauré, mais exige en fait un changement essentiel de la nature même de l'institution, comme le traduisent les nombreux signes d'une vision postmoderne de la société et de l'Eglise. De plus, nous constatons une liste d'auteurs et de références historiques sélectives visant à faire oublier définitivement tout ce qui viendrait contrecarrer sa vision nouvelle, d'avenir. Enfin, un enchaînement de postures, tantôt clerc lui-même, tantôt chef d'entreprise, tantôt philosophe

et penseur chrétien, incompatibles en fait avec celle que devrait adopter un chef d'Etat. Tout cela étant dissimulé derrière la simple présence d'Emmanuel Macron aux Bernardins : une présence qui vient légitimer et redonner une existence à une communauté chrétienne qui ne trouve plus sa place.

Les paradoxes et hérésies qu'il formule tout au long de son allocution sont finalement noyés dans un discours de remotivation, de mobilisation, soi-disant révolutionnaire par sa simple existence. Emmanuel Macron est en fin de compte ici la parfaite incarnation du *manager* postmoderne, selon la description qu'en fait Jean-Pierre Le Gof. Il prononce le discours typique qui propose le changement comme un but en soi, en prônant le dialogue pour le dialogue, le questionnement pour le questionnement, et en excluant toute forme de vérité intangible et de sagesse dans le message de l'Eglise. Il n'oublie pas de rappeler, sans le dire clairement, qu'il est à la tête de sa *start-up nation*, au service de laquelle l'Eglise doit donc se mettre, pour son bien évidemment…

On retrouve là les parfaits critères d'une société postmoderne, qui refuse toute forme de verticalité, qui prône un « chacun sa vérité », puisque qu'aucune de nos certitudes ne peut être, apparemment, le fondement d'une nation, d'un pays, ni même d'une relation entre deux institutions. En opérant un véritable tri dans l'histoire commune de la France et de l'Eglise, ne conservant que les auteurs qui n'ont pas participé à la constitution des dogmes de la foi catholique et à la grandeur comme aux œuvres de l'Eglise, Emmanuel Macron entendrait presque couper les chrétiens de leurs racines et de leur identité. C'est seulement comme cela, en opérant avec le chrétien ce que la société postmoderne a opéré avec l'Homme moderne, que le président de la République peut être celui qui donne une nouvelle direction à l'Eglise et aux croyants, qu'il peut lui rappeler sa mission. Là où les évêques applaudissent chaleureusement le discours du Président, car sa seule présence semble redonner une légitimité à leur fonction, ils oublient que par ce discours Emmanuel Macron désacralise l'Eglise, et musèle, en quelque sorte, les fidèles pour la suite de son mandat.

Questions à Loïc Simonet

Auteur de *« Pourquoi les catholiques ne revoteront pas pour Macron »*, Editions du Bien Commun, 2022.

L'électorat catholique, dont il est courant de dire qu'il n'existe pas, tant il est éparpillé, aurait-il confondu Macron et l'Emmanuel (le Sauveur chez les chrétiens) lors des dernières élections européenne ? En effet, les études montrent que les pratiquants réguliers, 4 % du corps électoral, acquis deux ans plus tôt à François Fillon, ont largement préféré la candidate macroniste peu connue au candidat LR très identifié pour son catholicisme. Loïc Simonet analyse dans son dernier ouvrage *Pourquoi les catholiques ne revoteront pas pour Macron* (Les Editions du Bien Commun) ce vote et fait le bilan du quinquennat : les ambiguïtés, les tromperies, les attaques directes contre les catholiques, mais aussi contre le bien commun dont il rappelle les conditions. Il décrypte enfin l'idéologie progressiste macroniste et sa manière d'aggraver toujours plus les fractures de la société.
Nous lui avons posé quelques questions sur le rapport entre Emmanuel Macron et les catholiques.

Loïc Simonet est docteur en droit. Fort d'une longue expérience de la diplomatie multilatérale, il est actuellement chercheur au sein d'un *think tank* basé à Vienne, en Autriche, et spécialiste des questions de droit international et de relations internationales, auxquelles il a consacré deux ouvrages et de nombreux articles. Il intervient ici en tant qu'électeur et catholique, mais aussi en observateur avisé des stratégies politiques et politiciennes.

1 - Pourquoi s'intéresser particulièrement au vote catholique ? Est-t-il sujet de caractéristiques particulières qui justifieraient cet intérêt ?

Le chrétien est appelé à puiser aux sources de la foi et dans l'enseignement de l'Eglise les principes et les critères nécessaires pour discerner et se forger une opinion responsable. « Dieu est aussi dans l'isoloir », pour reprendre le titre d'un livre de Matthieu Grimpret paru en 2007. Au-delà de la dimension purement sociologique qui sert souvent de caricature (l'électeur catho en *barbour* et sa « bourgeoise » à serre-tête, des références que les

« Marcheurs » ne se sont pas privés d'utiliser), le vote catholique a donc ceci de particulier qu'il est inspiré, éclairé par la référence chrétienne. Par l'exercice de son droit de vote, le disciple du Christ contribue au renouvellement de l'ordre temporel, à l'édification d'une société plus juste, à l'adoption d'un cadre légal plus conforme aux préceptes évangéliques et finalement, à la réalisation du bien commun et au service de son prochain. Notre choix politique nous fait participer au projet de Dieu pour l'humanité, à une ébauche du Royaume. Lorsqu'un chrétien vote, il pose un acte devant Dieu. Il témoigne publiquement de l'espérance de l'Eglise, de sa vision de la société, de la création de l'avenir qu'elle prépare.

Cette spécificité du vote chrétien emporte deux conséquences.

D'abord, le catholique DOIT voter. L'Eglise a toujours fortement encouragé la participation des catholiques à la vie publique. Bien plus qu'une simple opportunité, la participation est un devoir d'Etat que, tous, nous devons consciemment exercer d'une manière responsable. *« La soumission à l'autorité et la coresponsabilité du bien commun exigent moralement [...] l'exercice du droit de vote »*, rappelle le *Catéchisme de l'Eglise catholique*. Pie XII avait déjà des mots sévères à l'égard de l'abstention. Les catholiques semblent l'avoir bien intégré, puisque leur taux de participation est très supérieur à la moyenne nationale (84 % des pratiquants réguliers se sont déplacés pour les européennes de 2019, une performance sensiblement identique à la présidentielle de 2017).

Ensuite, la démocratie étant née sur un terreau chrétien, de la vision de la personne et de la liberté personnelle exprimée par l'Eglise, le vote chrétien implique pour nous un surcroît de responsabilité au sein de la communauté politique. Sans faire preuve de supériorité, nous avons le devoir d'exercer le pouvoir politique autrement que les autres. A bien des égards, nous sommes mieux équipés que beaucoup d'autres pour choisir le changement plutôt que de le subir seulement.

2 - Le vote massif des catholiques pour Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle, et le soutien maintenu aux élections européennes vous ont-ils surpris ? Comment expliquer ces votes et ce soutien, alors même qu'en 2017 l'orientation hyperlibérale d'Emmanuel Macron était connue, et qu'en 2019 nous avions deux années de macronisme derrière nous ?

Précisons qu'en 2017, l'adhésion des catholiques au candidat Macron est encore relativement modérée. François Fillon avait encore bénéficié du soutien du « noyau dur » catholique, obtenant au premier tour de la présidentielle 46 % des voix des catholiques pratiquants. Au second tour, le 7 mai 2017, Emmanuel Macron avait obtenu 62 % des suffrages exprimés par les catholiques pratiquants et même 71 % chez les pratiquants réguliers, mais sans doute en grande partie par défaut, pour faire bloc contre Marine Le Pen.

Ce sont les résultats des européennes de 2019 qui m'ont abasourdi. La liste « Renaissance » (La République en marche, Modem et partenaires), conduite par la très peu charismatique Nathalie Loiseau, rafle en effet les suffrages de 37 % de ceux qui se disent catholiques, contre 22 % pour la liste « Les Républicains » menée par François-Xavier Bellamy, le score le plus médiocre de l'histoire de la droite aux européennes. Le chiffre monte à 43 % chez les « pratiquants réguliers », contre 20 % à la liste LR.

Il faut bien sûr respecter les convictions de chacun, mais on en vient à se demander si une bonne partie des catholiques français n'a pas peur de ses propres valeurs, ce qui constitue une terrible abdication de ce à quoi nous sommes tous appelés : le témoignage, la clarté des convictions et une forme de radicalité à laquelle le pape François nous convie. Le chrétien n'est cohérent avec lui-même que s'il conserve la liberté de critiquer en vertu de son adhésion au Christ. C'est ce qui l'empêche de rentrer dans le moule. Or, le vote de 2019 constitue une tragique manifestation d'alignement, de rentrée dans le rang, de dilution.

3 – Comment décririez-vous l'attitude générale d'Emmanuel Macron à l'égard du fait religieux dans son ensemble ? Quels enseignements peut-on tirer d'un quinquennat macroniste sur ce sujet ?

Il y a dans le manifeste de David Amiel et Ismaël Emelien, *Le progrès ne tombe pas du ciel* (le titre est très révélateur), qui constitue en quelque sorte le « Petit livre rouge » du macronisme, une phrase qui résume à elle-seule la position d'Emmanuel Macron et de ses troupes à l'égard du fait religieux : *« Le progressiste n'est [...] ni favorable ni défavorable aux religions. Il pense qu'il faut leur accorder une place en leur traçant un cadre [...], pour s'assurer qu'elles ne réduisent pas les possibles des individus »*. Tout est dit : il faut « amuser » les cathos, faire semblant de les prendre en pitié (« *C'est vrai qu'ils ne sont pas toujours bien traités* », avait glissé Macron à l'issue de son passage à Lourdes, le 16 juillet 2021), leur envoyer quelques « signaux » sous forme de références pieusardes et grandiloquentes, pour faire en sorte qu'ils gênent le moins possible… Et les consulter de temps à autres sans tenir le moindre compte des avis de leurs pasteurs. Mais le masque est tombé. Du côté du clergé catholique, nos évêques ont été exaspérés par les atteintes répétées à la liberté des cultes pendant la gestion de la pandémie, la polémique sur le secret de la confession, la dominante « répressive » de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, et bien sûr la loi de bioéthique de 2021, qui représente une rupture anthropologique majeure, et l'allongement du délai d'accès à l'IVG à 14 semaines. Du côté du pouvoir, la fausse empathie a cédé la place à une impatience ouverte à l'égard d'une institution rétive au mors. On l'a vu avec l'irritation de Gérald Darmanin devant les manifestations en faveur du « retour de la messe » sur les parvis, que le ministre de l'Intérieur s'était déclaré prêt à verbaliser si elles venaient à se répéter.

4 – Vous avez décrypté avec soin le discours prononcé par Emmanuel Macron au Collège des Bernardins le 9 avril 2018. Pouvez-vous nous renseigner sur le contexte de cette rencontre, et sur ce qu'en attendaient Emmanuel Macron d'un côté et l'Eglise de France de l'autre ?

Dès le début de sa « marche » vers la présidence de la République, Emmanuel Macron a exprimé son intérêt – sincère ou, selon moi, entièrement calculé – à l'égard du fait religieux

et a témoigné de sa volonté de « réparer » le lien « abîmé » entre l'Eglise et l'Etat. Macron met en scène sa collaboration avec le philosophe protestant Paul Ricoeur. Ministre de l'Economie, il reçoit à Bercy des intellectuels qui pensent le spirituel et la laïcité, comme l'abbé Pierre-Hervé Grosjean, fondateur du Cercle León XIII. En septembre 2016, à l'initiative de son fidèle lieutenant Ismaël Emelien, il réunit sur le sujet un aréopage de personnalités à l'Institut Marc Sangnier, qui perpétue la mémoire d'un pionnier du catholicisme social. Au sortir de leurs premières réunions avec lui, les responsables des cultes vantent la « qualité d'écoute » et la « volonté constructive » du nouveau président, qui s'est déjà livré à une déclaration sur les relations entre l'Etat et les religions, le 4 janvier 2018.

C'est dire à quel point le discours des Bernardins est attendu. Le lieu est éminemment symbolique : le cardinal Lustiger en a fait le phare de la spiritualité parisienne. Depuis le beau discours du Latran de Nicolas Sarkozy, en 2007, le pouvoir a négligé le thème du rapport entre l'Etat et l'Eglise. Le calamiteux quinquennat de François Hollande a ignoré les catholiques, quand il ne les a pas ostracisés (on se souvient des élucubrations du sinistre Vincent Peillon, ministre de l'Éducation dans les gouvernements Ayrault, qui, en « fou de laïcité » auto-proclamé, était convaincu qu'« *on ne pourra[it] jamais construire un pays de liberté avec la religion catholique* »). L'Eglise de France attend donc un peu de « réconfort » de la part du nouvel hôte de l'Élysée, et d'être à nouveau écoutée. De son côté, après la mobilisation du « mariage pour tous » et des « Veilleurs debout », après l'épisode Fillon et la « préemption » du vote catho par Sens commun et la Manif pour tous, après une série de « unes » de journaux signalant un retour des catholiques en politique (*L'Express* et « Le grand retour des cathos », *Libé* et « Le retour du sacro-saint vote catho en France »), Macron peut avoir le sentiment que les cathos représentent une force et qu'il vaut mieux se les mettre dans la poche.

5 – Quels sont les adjectifs qui vous viennent à l'esprit pour caractériser ce discours présidentiel ?

Plutôt qu'un adjectif, c'est un néologisme que j'ai emprunté à Jean-Frédéric Poisson : « enfumage ». Lorsque l'on relit le discours des Bernardins avec le recul de cinq années d'occasions manquées, d'illusions perdues, de moins-disant éthique, de « petites phrases »

méprisantes de députés marcheurs sectaires et imperméables à toute forme de transcendance, on réalise qu'il s'agissait simplement pour le locataire de l'Élysée de « cocher une case » et d'endormir la vigilance de l'Eglise. En bref, de demander aux catholiques d'arrêter d'être catholiques ou de l'être le moins possible...

6 – Quelles vous paraissent être les principales idées du discours d'Emmanuel Macron ? Quels sont les points qui vous paraissent acceptables par des catholiques, et ceux qui ne le sont pas ?

On a là un magnifique exemple de ce qui deviendra la marque de fabrique du macronisme : le « en même temps ». D'une part, l'Eglise et ses fidèles sont flattés, valorisés et réconfortés, et le nouveau chef de l'Etat leur demande ostensiblement de s'exprimer et même d'être « intempestifs ». Mais, d'autre part, Macron prononce une phrase qui a fait couler beaucoup d'encre et qui lève le voile : « *Cette voix de l'Eglise, nous savons au fond vous et moi qu'elle ne peut être injonctive. Parce qu'elle est faite de l'humilité de ceux qui pétrissent le temporel. Elle ne peut dès lors être que questionnante* ». Après décryptage, cela donne ceci : les cathos peuvent bien lever le doigt, on les écoutera poliment mais *in fine* c'est la majorité élue qui décidera. D'autant que le nouveau Président avait embrayé, aux Bernardins, sur la beauté de l'action associative et de l'engagement des catholiques ; comme pour leur dire : « *continuez à rendre des services sociaux, à tenir des écoles et à restaurer des chapelles en ruine, mais ne vous mêlez pas de politique* ». Pour Macron, le bon chrétien est un chrétien aussi inactif que possible en tant que citoyen. Or, c'est là nier l'essence même de l'Eglise et sa mission qui est de s'intéresser à l'organisation de la société, aux fondements de la civilisation et de contribuer à la mise en place d'un cadre de vie digne de tout homme. Jean-Paul II et son successeur ont été très fermes sur ce point : le saint pape jugeait « *inadmissible et contraire à l'Evangile de prétendre circonscrire la religion à la sphère strictement privée de sa personne » et « paradoxal d'oublier sa dimension essentiellement publique et sociale* » (homélie à l'occasion de la consécration de la Cathédrale de la Almudena à Madrid, le 15 juin 1993) ; il avait aussi condamné « *tous ceux qui, au nom du réalisme politique, veulent bannir de la politique le droit et la moral* » (*Centesimus annus*, 25) ; pour Benoît XVI, « *La "saine laïcité » implique que l'Etat ne considère pas la religion comme un simple sentiment individuel, qui pourrait être limité au*

seul domaine privé. Au contraire, la religion [...] doit être reconnue comme présence communautaire publique » (discours aux participants au congrès national d'études de l'union des juristes catholiques italiens, 9 décembre 2006).

Autre aspect préoccupant du discours des Bernardins – étroitement lié au précédent -, Macron demande aux catholiques « *de respecter absolument et sans compromis aucun toutes les lois de la République* ». Dans son livre-programme *Révolution*, le Président avait déjà dissipé toute ambiguïté *:* « *Dans les temps qui sont les nôtres, il est nécessaire de placer l'amour de nos projets communs, la République et le respect des autres, la morale des droits, au-dessus de nos croyances quelles qu'elles soient* ». Nous voici donc prévenus : il ne nous reste qu'à enregistrer passivement, de manière « dépassionnée » (un mot que Macron et ses communicants adorent) les convictions de la majorité, y compris dans les domaines de la morale.

7 – Au total, pourquoi les catholiques de France ne devraient plus voter pour Emmanuel Macron ?

Je me souviens d'une phrase de Sylviane Agacinski qui m'avait marqué. La philosophe, qui a fait de la lutte contre la gestation pour autrui (GPA) un combat personnel, disait en substance : « *devoir sans cesse expliquer pourquoi la GPA est une forme inique d'esclavage et d'exploitation du corps de la femme m'est infiniment pénible, tant un tel constat devrait s'imposer à tous* ». Toute proportion gardée, c'est un peu ce qui me vient à l'esprit lorsque l'on me demande pourquoi les catholiques de France devraient se garder de voter pour Emmanuel Macron. Voter pour quelqu'un qui a constamment laissé le champ libre aux éléments les plus radicaux de sa majorité et à leurs « petites phrases » méprisantes ; qui a déprécié la démocratie représentative par un recours populiste aux comités de citoyens tirés au sort, et n'a pas caché vouloir avaliser par ce biais la légalisation de l'euthanasie ; qui a traité avec la plus grande légèreté et une absence totale de transcendance la liberté du culte, tout au long de sa gestion de la pandémie de Covid, jusqu'à provoquer la saisine du Conseil d'Etat par l'épiscopat français ; qui a laissé son ministre de l'Intérieur « convoquer » le

président de la Conférence des évêques de France à venir s'expliquer sur le secret de la confession ; qui, à l'encontre de ses engagements de prudence, a laissé deux « marqueurs sociétaux » (la « PMA pour toutes » et l'allongement du délai d'accès à l'avortement) passer en force au plus fort d'une crise sanitaire inédite dont les conséquences heurtent de plein fouet nos compatriotes et alors que le monde entier se battait pour sauver des vies face au coronavirus… En un mot, voter ou revoter pour Macron en 2022, lorsqu'on est catholique, m'apparaît tout simplement inimaginable. Il faut bien le dire : rarement un mandat présidentiel aura été aussi profondément calamiteux pour les catholiques de France que celui d'Emmanuel Macron. Entre désillusion et sentiment d'avoir été manipulés, rarement un président aura à ce point manqué son « rendez-vous » avec eux.